

UNDT/2010/064, Fuentes

Décisions du TANU ou du TCNU

En déclarant le délai d'appel du demandeur sur la question de la reclassification de son poste, le secrétaire général a considéré à tort que l'administration ne prenait pas les mesures sur l'appel par le demandeur d'une décision de classification était une décision implicite de refus qu'elle aurait dû contester contesté Dans les délais énoncés dans l'ancienne règle du personnel 111.2 (a). ST / AI / 1998/9 définit des procédures spéciales pour contester un post-classification ou un reclassement. En particulier, il prévoit la référence de l'appel à un comité d'appel de classification. Lorsqu'un appel est renvoyé à ce comité, il a l'obligation de publier un rapport avec des recommandations. Il ne peut y avoir de décision implicite de refus de reclasser un poste jusqu'à ce que ce comité ait fait une déclaration. Dans l'affaire à accomplir, en raison de la violation de son droit de faire en sorte que le comité émet une recommandation, la requérante a perdu une chance importante d'obtenir la reclassification de son poste. Par conséquent, elle a également perdu la chance d'être promue à ce poste après sa reclassification. Les dommages-intérêts accordés tiennent compte de la perte de possibilités pour le demandeur à la suite de la violation de ST / AI / 1998/9 par l'administration. Résultat: La décision de ne pas reclasser le poste du demandeur est annulée et l'administration est condamnée à payer au demandeur un montant de 24 500 francs suisses.

Décision Contestée ou Jugement Attaqué

Le 31 janvier 2003, la requérante et son superviseur ont demandé une reclassification de son poste G-4. En janvier 2005, elle a été informée de la décision de ne pas reclasser son poste. Le 29 mars 2005, elle a envoyé un mémorandum au président du comité d'appel de classification contestant la décision de ne pas reclasser son poste. En avril 2005, la présidente a transmis sa demande au Service de gestion des ressources humaines (HRMS). Les HRM n'ont jamais répondu ou suivi à sa demande. En juillet 2006, la requérante a demandé un examen administratif de plusieurs décisions, notamment la décision de ne pas reclasser son poste et, par la

suite, elle a déposé un appel devant le JAB. La JAB a considéré que son appel de la décision de ne pas reclasser son poste était de délai.

Principe(s) Juridique(s)

N / A

Résultat

Jugement rendu en faveur du requérant en intégralité ou en partie

Applicants/Appellants

Fuentes

Entité

ONUG

Numéros d'Affaires

UNDT/GVA/2010/029

Tribunal

TCNU

Lieu du Greffe

Genève

Date of Judgement

14 Avr 2010

Duty Judge

Juge Cousin

Language of Judgment

Anglais

Français

Type de Décision

Jugement

Catégories/Sous-catégories

Classification (poste)

Compensation

Perte de chance

Sélection du personnel (non-sélection/non-promotion)

Droit Applicable

Instructions Administratives

- ST/IA/1998/9

Statut du personnel

- Disposition 111.2(a)